

Agriculture

Je pense que si des contrôles sévères sont appliqués aux États-Unis, comme ils l'ont été cette année, il est alors certainement naïf de penser que notre marché est libre. On ne peut prétendre que pour maintenir un système de marché ouvert viable au Canada, il faut nous lier à un système de prix contrôlé par le gouvernement aux États-Unis. Nos deux industries répondent sans doute et de la même façon aux mêmes stimulants économiques. Cela ne fait aucun doute. Cependant, il faut bien reconnaître que ce n'est vrai que lorsque les mêmes règles sont appliquées des deux côtés.

Finalement, à cause de son importance, l'industrie américaine est capable d'épuiser ou d'inonder notre marché sans que cela ait une grande influence sur son système de prix. Je pense qu'il est temps de réaffirmer nos politiques en ce qui concerne les relations entre les prix du bétail aux É.-U. et au Canada. Si, comme éleveurs de bétail, nous ne le faisons pas, il est indubitable que le gouvernement le fera pour nous.

Il existe trois voies fondamentales pour notre industrie aujourd'hui. La première est de la rendre petit à petit totalement indépendante de la base des prix des États-Unis. Non seulement cela semble impossible mais ce n'est également pas souhaitable, si nous admettons le fait que les États-Unis resteront sans doute le producteur et le consommateur de bœuf le plus important, au moins au cours de la prochaine décennie. Le deuxième choix est d'insister pour que notre industrie soit complètement intégrée à celle des États-Unis, c'est-à-dire pour que l'on retire réciproquement tous les tarifs et contingents sur le mouvement du bœuf, du bétail gras et d'embouche. Vu le facteur mentionné, c'est-à-dire le contrôle du gouvernement, je pense que non seulement ce serait difficile à réaliser mais également stupide en ce qui concerne les producteurs canadiens.

La troisième solution est de faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte une politique nous permettant d'améliorer notre position concurrentielle avec les États-Unis, ce qui signifie fondamentalement un marché ouvert entre les États-Unis et nous. Une telle politique comporte également la capacité pour le Canada de protéger ses industries contre des écarts sur le marché lorsqu'ils sont attribuables à des forces politiques plutôt qu'économiques. Il se peut fort bien que cela doive se faire par une sorte d'entente entre nos deux pays.

Examinons les conséquences de la participation du gouvernement américain sur notre industrie bovine aujourd'hui. Depuis que le contrôle sur les exportations canadiennes, ou le système de permis, selon les termes employés par le ministre cet après-midi, a été imposé au milieu de l'été, nous sommes revenus au point de départ et nous sommes aujourd'hui témoins de la plus forte concentration d'importation de bétail gras sur pied et abattu qui se soit jamais produite dans le passé. Au mois de septembre, les importations de bétail gras sur pied se sont chiffrées à 40,369 têtes par rapport à 763 en 1972. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 15 octobre, les importations se sont élevées à 13,378 têtes. Pour la semaine qui s'est terminée le 12 octobre, elles ont été de 18,385 et pour celle du 19 octobre, de 20,401. Les importations prévues pour la semaine se terminant le 26 octobre sont de 15,000 têtes. Les chiffres prévus jusqu'à ce soir pour cette semaine sont de 8,700 têtes destinées à l'Ontario et de 2,000 pour l'Ouest du Canada et il reste encore un jour avant que la semaine soit terminée.

Le total des importations en octobre a été de 77,864 têtes. Nous pourrions comparer ce chiffre avec celui de 64,000

[M. Hargrave.]

têtes, qui représente les importations globales qui ont eu lieu durant l'année 1972 tout entière. Le total de nos importations pour l'année jusqu'à ce jour est de 142,099 têtes. Pendant les mois de septembre et d'octobre, nous avons reçu 120,000 têtes. Ces importations ont eu des répercussions évidentes sur le marché de Toronto au cours des deux dernières semaines. Ce marché a baissé ses prix hier et aujourd'hui de \$1.50 à \$2.00 sur les bœufs gras. L'Ontario reçoit la plus grande partie de ces importations de bêtes beaucoup trop grasses même d'après les normes américaines de première qualité. On a importé des chargements d'animaux pesant entre 1,600 et 1,800 livres. Nos abattoirs les ont achetés aux États-Unis pour aussi peu que \$28. Aujourd'hui, le prix à Toronto des bœufs engraisés au Canada se situait entre \$42.50 et \$44.50.

Depuis quelques jours, les livraisons en Ontario ainsi que l'activité des acheteurs de Toronto sur le marché du bétail gras sont très limitées. On rapporte qu'il est extrêmement difficile d'amener les abattoirs à faire des offres pour le bétail gras canadien de qualité supérieure. C'est pourquoi il est fort possible que l'on retienne le bétail gras de l'Ontario, ce qui ne peut que produire du bétail trop gras au Canada.

Le 16 octobre dernier, le ministre a rencontré une délégation de l'Association des éleveurs canadiens. La délégation a informé le ministre que dans les conditions qui semblaient exister alors—et je souligne ce fait—les éleveurs préféreraient se passer des contrôles du gouvernement. Toutefois, comme je l'ai indiqué, les conditions ont de fait changé radicalement au détriment de nos Canadiens et surtout de l'industrie bovine de l'Ontario. Il y a un peu plus d'une semaine, l'Association des éleveurs canadiens a recommandé une surcharge temporaire immédiate de 3c. la livre pour le bétail sur pied et de 6c. la livre pour le bétail abattu en provenance des États-Unis. Hier, à Regina, tout le conseil d'administration de l'Association des éleveurs canadiens de toutes les régions du Canada a approuvé à l'unanimité cette mesure de leur exécutif. Comme je l'ai indiqué plus tôt, certains éleveurs, notamment dans l'Ouest, avaient des doutes quant à cette façon de faire face à cette situation grave. Je dois avouer que je comptais parmi ceux-là.

● (2220)

Mais maintenant, après avoir évalué tous les faits pertinents que je viens d'exposer aux députés, je dis au ministre de l'Agriculture: Vous avez agi avec beaucoup de célérité en août dernier quand il s'est agi d'appliquer un contrôle de l'exportation; étudiez-vous sérieusement la demande des éleveurs de bétail que vous rencontrez demain, lesquels souhaitent que vous imposiez immédiatement une surtaxe sur les importations? Je dois rappeler à tous les députés le très grave problème auquel font face les éleveurs canadiens de bétail aujourd'hui. Tout d'abord, les veaux à engraisser se vendent actuellement de \$65 à \$80 dans l'Ouest canadien. Deuxièmement, l'orge fourragère produite au Canada coûtera aux engraisseurs qui achèteront ou ont déjà acheté ces veaux entre \$2.10 et \$2.25 le boisseau, toujours dans l'Ouest. Enfin, le prix actuel du bétail gras est d'environ \$45. Qu'on réunisse ces trois éléments, et on se rendra compte qu'il n'y a pas moyen de réaliser le moindre profit. Il faudrait que le prix du bétail gras grimpe d'au moins \$10.